

RESOLUTION

Berne, le 18 mai 2009

Assemblée des délégué(e)s de l'Union syndicale suisse

Moratoire sur les cadeaux fiscaux destinés aux hauts revenus et 2 milliards de plus pour réduire les primes de caisse-maladie pour tous !

Les délégué(e)s de l'Union syndicale suisse demandent l'instauration d'un moratoire sur les cadeaux fiscaux que la Confédération entend faire aux riches et aux hauts revenus. Or, les bénéficiaires de ces revenus et les profiteurs sont responsables de la crise. Pas question donc de les en remercier aujourd'hui avec des cadeaux. Ce sont au contraire les gens normaux, ceux que le chômage menace, qui ont besoin d'être aidés. Le Conseil fédéral doit augmenter de 2 milliards de francs ses subsides destinés à réduire les primes des caisses-maladie. Et il doit aussi présenter sans délai un programme conjoncturel efficace comportant un volet d'investissements.

Les motifs

L'an prochain, la Suisse comptera un nombre de chômeuses et chômeurs encore jamais atteint. Mais au lieu d'agir rapidement pour contrer cette effrayante évolution, il s'empresse de faire des cadeaux fiscaux aux riches. De plus, sous couleur de révision de l'imposition des familles, les 10 pour cent les plus riches paieront, en 2010 déjà, près d'un milliard d'impôts en moins grâce à la compensation de la progression à froid. Mais les 90 pour cent restants de la population ne seront pas oubliés : l'an prochain, ils devront verser près de 2 milliards de francs de primes en plus aux caisses-maladie.

La hausse de ces primes entamera fortement le pouvoir d'achat des gens. S'y ajouteront les mesures d'austérité décidées par les cantons et les communes. En 2010, les autorités publiques de notre pays vont donc lourdement aggraver la crise.

Alors que les choses ne vont pas assez vite à son goût au chapitre des baisses d'impôts destinées aux riches, le Conseil fédéral abandonne à son sort une population sur laquelle plane la menace du chômage. Actuellement, tout laisse entendre qu'il ne présentera en juin qu'un mini-programme de stabilisation de la conjoncture, si tant est que programme il y ait... Il ne prévoit ainsi que 200 millions de francs en plus pour les réductions de primes des caisses-maladie. S'il ne prend pas de nouvelles mesures pour lutter contre le chômage, le Conseil fédéral portera sa part de responsabilité dans la disparition de 50 000 emplois sur laquelle déboucheront alors la politique d'austérité des pouvoirs publics et la hausse des primes des caisses-maladie.

UNION SYNDICALE SUISSE